

Les montages juridiques, administratifs, et financiers d'une opération photovoltaïque sur des bâtiments publics

Le photovoltaïque présente des atouts forts en matière de Développement Durable et les objectifs nationaux incitent au développement des projets intégrés au bâti

Le patrimoine immobilier des personnes publiques offre des possibilités importantes d'installation de centrale photovoltaïque ; par ailleurs, la possibilité de vendre sa production électrique devrait être étendue à l'ensemble des personnes publiques (loi Grenelle 2). Le contexte est donc favorable et de nombreuses collectivités territoriales ou services de l'État aimeraient lancer des projets soit en maîtrise d'ouvrage directe soit par le biais d'opérateurs louant les toitures.

Le montage de telles opérations peut se révéler complexe, par le nombre des acteurs impliqués, le partage des responsabilités, l'affectation de la propriété des différentes parties de bâtiment concernées, les problèmes techniques de la maintenance, les aspects fiscaux et financiers etc.

Les partenaires organisateurs

La CoTITA Centre-Est et les délégations Rhône-Alpes Lyon et Grenoble du CNFPT, en partenariat avec l'ADSTD, l'AITF, le CERTU, les CETE de Lyon et Nord Picardie, l'ENTPE et Rhônalpénergie - Environnement.

Crédit photo : P. CHEIPPE / CERTU – Installation photovoltaïque en toiture-terrasse de l'hôtel communautaire du Grand Lyon



Journée technique

« Opérations photovoltaïques sur les bâtiments publics :
Quels montages privilégier ? »

Jeudi 06 mai 2010
LYON



Association des Directeurs
de Services Techniques
Départementaux

RHONALPENERGIE
Environnement



Enjeux environnementaux et politique nationale sur l'énergie.

Contexte réglementaire et technique du photovoltaïque.

Angela Saadé – HESPUL - Chargé de mission Programmes Européens & Photovoltaïque

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/01_HESPUL.pdf

Le choix d'une stratégie patrimoniale : finalités et critères

- exemple de la démarche de l'État en Rhône Alpes
- exemple de la démarche de la Région Rhône Alpes

Christophe Deblanc - DREAL RA - Chef du Service adjoint - Ressources, Energie, Milieux et Prévention des pollutions

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/02_DREAL.pdf

Jacques Zambarnardi - Région RA - Directeur Adjoint – Direction du Patrimoine de la Région Rhône-Alpes

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/03_DPAT_Zambarnardi.pdf

Montages juridiques : contexte, définitions et principales caractéristiques, sur les bâtiments des collectivités territoriales et de l'État.

Noémie Poize – Rhônalénergie Environnement - Chargée de mission

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/04_RAEE.pdf

Pascal Lebreton - CETE Nord Picardie - Responsable études juridiques au pôle montages contractuels – groupe Construction

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/05_CETE_NordPicardie.pdf

Montages juridiques : exemples d'opérations en tiers investissement

- en maîtrise d'ouvrage directe : gymnase d'Alby-sur-Chéran
- en maîtrise d'ouvrage externe :
- . cas de l'État avec la base aérienne d'Istres

Jean Claude Martin - Ville Alby-sur-Chéran - Président de la Communauté de Communes du Pays d'Alby-sur-Chéran

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/06_ALBYsurCHERAN.pdf

Frédéric Roulleau - Ministère Défense - Adjoint au chef du bureau environnement

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/07_MinistereDefense_ISTRES.pdf

Exemple d'opération en investissement propre :

Halle – marché

Lucien Vial - Communauté de communes de Chamousset en Lyonnais - Président de la communauté de communes

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/08_ChamoussetenLyonnais.pdf

Aspects particuliers à prendre en compte :

- Sécurité incendie

- Urbanisme et sites classés

Cdt Arnaud Anselme - SDIS Isère - Chef du Service d'Analyse et d'Evaluation des Risques

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/09_SDIS38.pdf

Etienne Bergdolt- Ministère Culture SDAP04 - Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine des Alpes de Haute Provence

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/10_SDAP04.pdf

Le point de vue d'un financeur

Antoine Chevalier - DEXIA - Chargé d'affaires - Direction des Financements Spécialisés

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/11_DEXIA.pdf

Le point de vue d'opérateurs

- cas d'un syndicat d'énergie

- cas d'un développeur de projets

Antoine Dommanget -Énergie SDED (26) - Chargé de mission Syndicat d'Energie de la Drôme

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/12_ESDED.pdf

Philippe Vachette – SOLIRA (73) – Gérant

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/13-SOLIRA.pdf

Christine Mesurolle - CERTU - Chargée de mission

www.raee.org/docs/RECUEIL_INTERV_CONF/2010/CONF_photovoltaique_juridique_060510/14_SyntheseConclusion_100506.pdf